

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DE M. HELMUT KOHL, CHANCELIER DE RFA, SUR LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES, DURBACH, LUNDI 14 MARS 1988.

14 MARCH 1988 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames et messieurs,

- Je ne peux que confirmer ce qui vient d'être dit, qui a été une relation fidèle de la matière de nos entretiens.

- QUESTION.- (en allemand)

- LE PRESIDENT.- Il a été également rappelé par M. le Chancelier que cela se situait dans le -cadre d'une relation devenue traditionnelle, puisqu'en plus des sommets de toutes sortes qui nous sollicitent, nous avons pris l'habitude de nous rencontrer deux fois par an £ j'allais dire à titre privé, - c'est peut être un terme un peu excessif puisque vous aussi, vous êtes là - mais tout de même, avec un caractère démuné de tout protocole particulier.

- QUESTION.- (en allemand)

- LE PRESIDENT.- Je dirai simplement que j'ai vraiment un grand plaisir à me trouver ici en République fédérale d'Allemagne aux côtés du Chancelier Kohl. Nous avons pu en 5 ans bâtir beaucoup de projets, en mettre un certain nombre en oeuvre. Au delà de nos personnes, il s'agit de l'amitié franco-allemande. Nous la servons aujourd'hui comme les autres fois.

- Je pense, monsieur le Chancelier, que ne pouvant ajouter quoi que ce soit à la brève relation qui a été la vôtre, il appartient à Mmes et Mrs les journalistes de nous poser les questions de leur choix.

- QUESTION.- (en allemand)

- LE PRESIDENT.- Je voudrais aussi remercier ce beau pays, ses dirigeants et ses habitants de nous avoir si bien reçus.

- QUESTION.- Monsieur le Président, il est évident que le Chancelier vous aime beaucoup malgré que vous soyez socialiste, est-ce que vous allez nous donner l'assurance...

- LE PRESIDENT.- A votre avis, je suis le seul socialiste que le Chancelier aime comme cela ?

- QUESTION.- Il y a aussi le Chancelier Schmidt, mais il n'est plus Chancelier.

- QUESTION.- (en allemand)

- LE PRESIDENT.- Répondre sur quoi ? Savoir si notre amitié continuera ? Celle ci doit d'ailleurs être vue sous un angle encore plus général c'est-à-dire l'amitié franco-allemande, elle n'est pas liée aux circonstances.

- QUESTION.- Vous êtes prudent.

- LE PRESIDENT.- Prudent par -rapport à quoi ?

- QUESTION.- (inaudible)

- LE PRESIDENT.- Vous voulez que je réponde à cette question. J'avais compris que vous vous intéressiez davantage à la relation franco-allemande. C'est un sujet que j'aborde peu et pas du tout dans un pays étranger.\

QUESTION.- La question s'adresse au Chancelier, est-ce que lui, souhaite que cette amitié continue ?

- LE CHANCELIER.- Vous savez, je crois que c'est un développement tout à fait extraordinaire et positif des relations franco-allemandes. Elles sont toujours intenses, globales et amicales quelles que soient les personnes qui en portent la responsabilité personnelle. Lorsque Adenauer et Charles de Gaulle ont signé ce qu'il est convenu d'appeler le Traité de l'Élysée, personne ne pouvait s'imaginer qu'il en serait ainsi. A la fin de l'ère Adenauer et de Gaulle, beaucoup de gens disaient que cela était quelque chose d'unique et qui ne se reproduirait plus. Pourtant il est évident qu'à l'époque de M. Giscard d'Estaing et de mon prédécesseur M. Schmidt, les relations franco-allemandes à nouveau ont fait un grand pas en avant. Et la même chose vaut tout à fait certainement pour les relations pendant la durée du mandat de M. Mitterrand et de moi-même. Bien entendu, il faut voir tout cela à travers la lunette des différents caractères individuels. Il est évident que ce sont des hommes qui, avec leur individualité ont influé sur les événements.

- Et, au delà de nos sentiments personnels, il y a des moments, dans le vie des peuples où certains sentiments, certaines préférences se font jour. C'est le genre de chose que j'ai ressentie et le Président aussi, le soir où nous étions à Verdun. Il nous semblait que le moment était venu, aussi bien du point de vue de l'intelligence, que du coeur des hommes. Et, le geste que nous avons fait serait resté pâle et sans vie si ce n'était pas un geste qui avait été également accompli dans le coeur de beaucoup d'hommes.\

QUESTION.- Ce qui se passe à l'Est actuellement, je vous parle en Union soviétique, c'est-à-dire l'agitation nationaliste et les problèmes qu'affrontent monsieur Gorbatchev. Ils semblent beaucoup plus important maintenant, de ce point de vue que ce qui importait avant ? Est-ce que ça change ou pas du tout votre appréciation au passé de l'Union soviétique ? Et les conclusions qui s'imposent ?

- LE CHANCELIER.- Les mêmes conclusions que celles que j'ai toujours tirées. J'ai toujours mis en garde l'Occident devant deux positions intellectuelles envisageables. L'une des positions consiste à l'égard de l'Union soviétique et de Gorbatchev à faire comme si strictement, rien n'avait changé. Je considère que ce n'est pas réaliste. Une autre, la position inverse, et que l'on rencontre encore plus souvent, et particulièrement en République fédérale fait comme si tout avait déjà changé. Je crois que, vu les problèmes que l'on peut discerner maintenant, un jugement raisonnable demande du temps. En fait, ce qui se passe, c'est une tentative de réforme par le haut. Ce n'est pas nouveau dans l'histoire russe. Il y eut deux Tsars au 19ème siècle qui ont essayé de faire la même chose : essayer de réformer une société par le haut pour la rendre plus efficace. Et je ne suis pas en train d'essayer de savoir si de toute façon c'est possible. Particulièrement, dans une société qui est construite, bâtie d'après les principes du Léninisme. Mon conseil à vous tous, c'est en fait de regarder de bien près ce qui se passe sans énervement, excitation, mais avec de la sensibilité pour les transformations, et puis également en prenant en compte l'histoire du passé, et d'avoir de la patience. Je pense que si nous sommes capables à l'Ouest d'avoir de la patience, nous avons là une grande chance.

- QUESTION.- La question s'adressait à M. le Chancelier et à M. le Président.

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est une bonne analyse.\

QUESTION.- Est-ce qu'une question au Chancelier... Je désirerais parler avec le Président de l'apprentissage des langues dans nos deux pays. Vous savez que le nombre des élèves chez nous qui peuvent, s'ils savent le Français, le nombre des élèves Français qui apprennent l'Allemand a diminué ces derniers temps.

- LE CHANCELIER.- Nous n'en avons pas parlé aujourd'hui, mais nous sommes conscients du problème. Cela a été un des sujets principaux de ce que l'on a appelé le sommet culturel de Francfort. Et nous avons vraiment le désir d'améliorer cela. Vous savez qu'au Sommet de Hanovre, de la Communauté `CEE` en juin, nous avons l'intention de nous occuper de la reconnaissance des certificats et des diplômes. Et on parlera à ce moment-là, à nouveau du fait que pour le Baccalauréat allemand, il faudrait avoir deux langues étrangères. Et, en fait pour les Français, c'est ça la question. Je dirai très franchement où se trouve notre problème. A partir du moment où, pour avoir le Baccalauréat, il faut deux langues obligatoires étrangères, il est évident que le Français à nouveau aura ses chances. Il ne faut pas croire que les écoliers Allemands ont une aversion pour le Français, mais lorsqu'il s'agit de notes et de moyenne, eh bien, en général, ils choisissent la langue la plus facile à apprendre.

- LE PRESIDENT.- Je voulais dire que les progrès de l'enseignement français en Allemagne et de l'enseignement allemand en France, vont au trot et les progrès de l'enseignement anglais de nos deux pays vont au galop. Bref, il faut accélérer l'allure. C'est une préoccupation majeure.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République française, c'est à vous que s'adresse la question. J'aimerais savoir après plusieurs années de fréquentations intensives de l'Allemagne se dirigeant, vous êtes vous-même certain qu'il n'y a plus d'incertitudes allemandes ?

- LE PRESIDENT.- L'incertitude dans le destin de chaque peuple est au fond de chaque chose. Comment exiger qu'une ligne fixée à travers le temps soit à l'abri des traverses. Donc, je ne vous répondrai pas d'une façon particulière, quand aux relations de la France et de l'Allemagne. Dès que j'ai observé ces relations, depuis sept ans - et si je veux aller au plus simple - je dirai que l'état d'avancement de nos travaux, et que l'interpénétration de nos politiques ont considérablement avancé par rapport au temps récent et au temps passé. Nous sommes en constante progression. Est-ce que pour autant les incertitudes françaises et les incertitudes allemandes sont maintenant complètement oubliées ou

arrachées de la nature même de nos peuples. Je ne saurais le prétendre. Simplement nous avons apporté des éléments sur chaque plateau de la balance qui font que l'on a vraiment le droit d'y croire, et le droit d'espérer. C'est tout ce que je puis vous dire. Je ne peux pas transformer en études de philosophie politique ce qui est pour l'instant le fruit d'une expérience que je vis encore.\

QUESTION.- ... de la création d'une banque centrale européenne et quand est-ce que le mark va être évalué, avant ou après les élections françaises ?

- LE CHANCELIER.- Nous avons aujourd'hui, bien entendu, parlé de toute une série de choses dans l'optique de la préparation du sommet de Hanovre. Aujourd'hui, cependant, ce sujet n'était pas un sujet particulièrement prioritaire. Nous sommes tout à fait d'accord pour considérer qu'en allant dans le sens d'un grand marché intérieur, les différences politiques économiques et financières des différents pays doivent se rapprocher, les politiques budgétaires, financières, harmonisations fiscales, et bien entendu la politique monétaire. Et au bout d'un chemin de ce genre, il est évident qu'il pourrait se trouver une banque centrale européenne. Pour moi et très certainement pour le Président de la République française, ceci n'est certainement pas une question. Moi, je plaide pour que nous fassions d'abord notre travail. Si je regarde le paquet que nous avons à traiter à Hanovre : politique des transports, diplômes, beaucoup d'autres détails eh bien je sais que nous avons encore beaucoup de travail à faire.

- QUESTION.- Monsieur le Président, avez-vous évoqué la question du siège du Parlement européen à Strasbourg ? Nous sommes inquiets d'une manière générale.

- LE CHANCELIER.- Je pense que c'est normal que le Président n'en ai pas parlé parce qu'il sait que je suis un fan de Strasbourg. C'est connu.\